

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

MINISTRY OF COMMUNICATION

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°002/AONO/MINCOM/CIPM/2026 du 11 Mars 2026 pour la réhabilitation du bâtiment abritant la salle des archives du Ministère de la Communication.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le souci d'amélioration le cadre de travail des personnels des services déconcentrés de son Département Ministériel, le Ministre de la Communication Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la réhabilitation du bâtiment abritant la salle des archives du Ministère de la Communication.

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- TRAVAUX PREPARATOIRES ;
- TOITURE ET FAUX PLAFOND ;
- MENUISERIE METALLIQUE - ALU ET BOIS ;
- REVETEMENT DE SOL – MACONNERIE ;
- ELECTRICITE ET CLIMATISATION ;
- ETANCHEITE - PEINTURE ET PLOMBERIE ;
- RIDEAUX HABILLAGE - SECURITE ET INCENDIE ;
- FOURNITURE ET POSE DES ETAGERES ;
- VOIRIE ET RESEAU DIVERS (VRD).

3. Tranches/Allotissement

Les travaux sont subdivisés en un lot unique

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de 57 000 000 (cinquante-sept millions) FCFA TTC et constitue l'enveloppe plafond du maître d'ouvrage.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **Quatre (04) mois**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est exclusivement réservée aux entreprises ou groupement d'entreprises de droit camerounais spécialisées dans le domaine du Bâtiment et Travaux Publics, catégorisées à la catégorie « D Bâtiment et équipements collectif » conformément aux dispositions de l'arrêté n°166/A/MINMAP du 07 juin 2022, fixant les modalités de catégorisation des entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics, et au communiqué n°000024/C/MINMAP/CAB/CT2 du 05 Aout 2025.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP) du Ministère de la Communication, de l'exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire n°60 17 202 1 33000001 523111.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **en ligne**.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbrée, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à 855 000 (huit cent cinquante-cinq mille) F CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de

validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

La caution de soumission ne peut pas être régularisée dans les délais réglementaires de 48 heures accordées par la Commission pour les pièces administratives absentes ou non conformes.

NB : La caution doit être accompagnée du récépissé de consignation délivrée par la Caisse de Dépôts et des Consignations (CDEC), conformément à la lettre circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, et n°000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025, l'absence du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO/MOD aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de 70 000 (soixante-dix mille) CFA payable au trésor public.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS à l'adresse <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm>, au plus tard le **vendredi 17 avril 2026**, date limite de réception des offres à **12 heures**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise dans les mêmes délais sous pli scellé avec l'indication claire et lisible : « copie de sauvegarde », en plus de la mention : **Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°002/AONO/MINCOM/CIPM/2026 dupour la RÉHABILITATION DU BÂTIMENT ABRITANT LA SALLE DES ARCHIVES DU MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION.**

NB : Par ailleurs cette copie de sauvegarde devra contenir les originaux de la caution de soumission, du récépissé de la CDEC et la quittance d'achat du DAO. Ces originaux ne pourront être acceptés que si le soumissionnaire les a joints dans son offre déposée sur la plateforme de soumission en ligne COLEPS, ou enregistré sur la copie numérique de sauvegarde, en cas de dysfonctionnement de la plateforme.

D'autre part et en dehors des formats requis par la plateforme pour le dépôt des offres, une copie numérique au format Excel du devis estimatif et du bordereau des prix unitaires sera déposée dans une enveloppe scellée contenant une clé USB autre que celle de la copie de sauvegarde.

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être séparées et constituées en fichiers unique à déposer sur la plateforme.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage et la Commission des Marchés :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire (copie de sauvegarde) ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt (copie de sauvegarde) ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres (copie de sauvegarde) ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence ou la non-conformité du récépissé de la CDEC et de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le vendredi 17 avril 2026 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de la Communication, dans la salle de conférences du Ministère de la Communication, 1^{er} étage du bâtiment principal abritant ses services à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de l'Appel d'Offres.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Le non-respect d'au moins un de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission et du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis ;
- de la non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;

- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- du non-respect du format de fichier des offres ;
- de l'absence de la copie de sauvegarde, en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence ou de la non-conformité d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, le SDP) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- de l'absence de l'attestation de visite de site signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- de la non satisfaction d'au moins 80% de oui des critères essentiels ;
- de la non satisfaction des Preuves d'acceptation des conditions du marché (CCAP et CCTP).

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation générale de l'offre ;
- la méthodologie.

NB : Le système de notation des offres est celui du mode binaire (oui ou non)

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au DAO. Cette entreprise devra disposer des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et l'offre financière évaluée la moins-disant par rapport à l'enveloppe prévisionnelle en incluant le cas échéant les réductions

17. Nombre maximum de lots

Le présent appel d'offres porte sur un seul lot.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

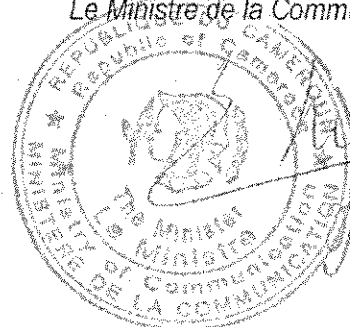
20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Copies :

- MINMAP
- ARMP
- MINCOM ;
- Président CIPM/MINCOM ;
- Affichage chrono

Yaoundé le **16 MARS 2026**
Le Ministre de la Communication



René Emmanuel Njimi

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

MINISTRY OF COMMUNICATION

CALL FOR TENDERS

National Open Call for Tenders N°002/AONO/MINCOM/CIPM/2026 of to rehabilitate the building housing the archives room of the Ministry of Communication.

1. Purpose of the Invitation to Tender

As part of improving the working environment for staff in the decentralized services of his Ministry, the Minister of Communication, Project Owner, hereby launches a National Open Call for Tenders for the rehabilitation of the building housing the archives room of the Ministry of Communication.

2. Nature of the Work

The works include:

- PREPARATORY WORK;
- ROOFING AND CEILINGS;
- METAL JOINERY – ALUMINIUM AND WOOD;
- FLOORING – MASONRY;
- ELECTRICITY AND AIR CONDITIONING;
- WATERPROOFING – PAINTING AND PLUMBING;
- CURTAINS AND DRESSING – SECURITY AND FIRE SAFETY;
- SUPPLY AND INSTALLATION OF SHELVING;
- ROADS AND MISCELLANEOUS NETWORKS (VRD).

3. Phases/Allotments

The present Call for Tenders consists of a single lot

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is 57,000,000 (fifty seven million) CFAF including tax and which constitutes the maximum budget for the project owner.

5. Estimated Execution Deadline

The maximum deadline provided by the Project Owner for the delivery of the work, subject of this Call for Tenders, shall be 04 (four) months. This period runs from the date of notification of the Service Order to begin work.

6. Participation and Origin

Participation in this Call for Tenders is open to all groups of companies and businesses under Cameroonian law with expertise in the building and public works sector and stated in category "D - Building and public works equipment" in accordance with the provisions of Order N°166/A/MINMAP of 07 June 2022, which lays down the procedures for categorising companies in the building and public works sector, and Circular Letter N°000024/C/MINMAP/CAB/CT2 of August 05, 2025.

7. Financing:

The services covered by this Call for Tenders are financed by the Public Investment Budget (BIP), 2026 Financial Year, of the Ministry of Communication N°60 17 202 1 33000001 523111.

8. Submission Method

The submission method chosen for this consultation is **online**

9. Bid Bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond, stamped, through direct cash payment, issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement and listed in document 14 of the DAO, the amount of which is **eight hundred and fifty five thousand (855,000) CFA** and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the offer.

Failure to provide a tender bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contract will result in the outright rejection of the tender.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent.

The bid security presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

The bid bond cannot be rectified within the 48-hour period allowed by the Commission for missing or non-compliant administrative documents.

NB: The deposit must be accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), in accordance with circular letter N°000019/LC/MINMAP of June 5, 2024 and N°000014/C/MINMAP/CAB of July 23, 2025. The absence of the CDEC receipt when opening the bids will result in the outright rejection of the offer.

10. Consultation of the Tender File

The physical file can be consulted free of charge in the MO/MOD services during working hours at the Department of General Affairs, Public Contract Office, P.O. Box: 001 Yaoundé, telephone: 222231351, upon publication of this notice.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm).

11. Acquisition of the Tender Files

The electronic version of the DAO can be freely downloaded from the addresses indicated above. However, electronic submission is subject to payment of the DAO purchase fee, upon payment of a non-refundable DAO acquisition fee of CFAF seventy thousand (70,000), payable to the public treasury.

12. Submission of Bids

The offer must be submitted by the bidder on the COLEPS platform to the address <http://www.marchespublics.cm> or <http://www.publiccontracts.cm>, no later than Friday 17th April 2026, deadline for receipt of tenders at 12 noon. A backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD must be sent within the same time limits in a sealed envelope with the clear and legible indication: " backup copy ", in addition to the following information: **National Open Call for Tenders N°002/AONO/ MINCOM/CIPM/2026 offor the rehabilitation of the building housing the archives room of the Ministry of Communication.**

NB: Furthermore, this backup copy must contain the originals of the bid bond and the CDEC receipt and the DAO purchase receipt. These originals can only be accepted if the bidder has included them in their bid submitted on the COLEPS online submission platform, or saved them on the digital backup copy, in the event of a platform malfunction.

In addition to the formats required by the platform for submitting bids, a digital copy in Excel format of the estimated quotation and unit price list shall be submitted in a sealed envelope containing a USB key other than the one used for the backup copy.

File size and format

The maximum sizes of documents that will transit on the platform and constituting the Bidder's offer are the following:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

Accepted formats are:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate will ensure that a compression software is used to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of Bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following will be deemed inadmissible by the Project Owner and the Public Contract Commission:

- The envelopes bearing the information on the identity of the bidder (backup copy);
- Bids received after the submission deadlines (backup copy);
- *The folds do not comply with the submission method;*
- Folds without indication of the identity of the Call for Tenders (backup copy);

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Tender Documents shall be declared inadmissible.

In particular the absence or non-compliance of the bid bond issued by an organization or a first-class financial institution approved by the Minister of Finances to issue bonds in the field of public contract or non-compliance with the models of the documents in the Tender Documents, shall result in the outright rejection of the offer without any recourse.

14. Opening of Bids

The opening of the bids is done in one step and shall take place in **Friday 17th April 2026**, at 1 p.m. by the Internal Public Contract Commission of the Ministry of Communication, in the conference room of the Ministry of Communication, 1st floor of the main building housing its services in Yaoundé.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice duly mandated even in the case of a group of companies.

Subject to rejection, the required administrative file documents must be produced in originals or in copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of the tenders or have been established after the date of signature of the Call for Tender notice.

15. Evaluation Criteria

15.2 Eliminatory Criteria

Failure to comply with at least one of these criteria will result in the bidder's offer being rejected.

These include:

- The absence or non-conformity of the bid bond and the CDEC receipt upon opening of the bids;
- Non-production beyond a 48-hour period after the opening of the bids, of a document from the administrative file deemed non-compliant or absent when the bids were opened (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent maneuvers or falsified documents;
- The absence of a declaration on honour of non-abandonment of construction sites over the last three years;
- Failure to comply with the file format of the offers;
- The absence of a backup copy for online submissions, in the event of a malfunction of the COLEPS platform;
- The absence of a quantified unit price or a sub-detail of prices in the Financial Offer;
- The absence or non-conformity of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE, the SDP);
- The absence of the integrity charter dated and signed;
- The absence of the declaration of commitment to respect environmental and social clauses dated and signed;
- The absence of the site visit certificate signed on honour by the Bidder;

- Failure to meet at least 80% of the essential criteria;
- The non-satisfaction of the Proofs of acceptance of the market conditions (CCAP and CCTP).

15.3. Essential Criteria

The essential criteria for the qualification of bidders shall focus on:

- The general presentation of the offer;
- Methodology.

NB: The rating system for the bids shall be binary (yes or no)

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the Bidder having submitted an offer that complies with the Tender Documents. The company will have to meet with the technical and financial capacity required to perform the work satisfactorily and whose offer has been evaluated as the lowest, including, where applicable, the proposed discounts.

17. Maximum number of lots

This call for tenders has a single lot.

18. Validity Period of Bid

Bidders remain bound by their bid for 90 days from the initial deadline.

19. Additional Information

Additional information can be obtained during workings hours from the Department of General Affairs, Public Contract Service; P.O.Box: 001 Yaoundé, telephone: **222231351**, or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other means of electronic communication specified by the Project Owner.

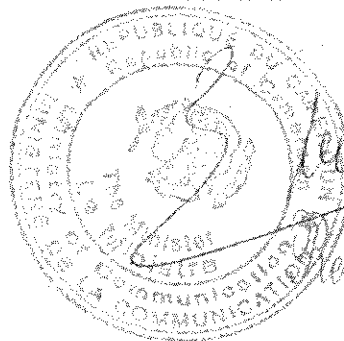
20. Fight against corruption and bad practices

For any denunciation of facts or acts of corruption or facts of malpractices, please call CONAC at number 1517, the Public Contract Commission (MINMAP) (SMS or call) at the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- MINCOM
- President of CIPM/MINCOM
- Notice board/File

Yaoundé on **16 MARS 2026**
The Minister of Communication



René Emmanuel Fadi